

**Zeitschrift:** Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

**Herausgeber:** Alliance nationale de sociétés féminines suisses

**Band:** 20 (1932)

**Heft:** 372

  

**Artikel:** La conférence du désarmement

**Autor:** E.Gd.

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-260577>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Le Mouvement Féministe

Paraît tous les quinze jours le samedi

## DIRECTION ET RÉDACTION

M<sup>lle</sup> Emilie GOURD, Crêis de Pregny

## ADMINISTRATION

M<sup>lle</sup> Marie NICOL, 14, rue Micheli-du-Crest

Compte de chèques postaux 1.943

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

## ORGANE OFFICIEL

des publications de l'Alliance nationale  
de Sociétés féminines suisses

## ABONNEMENTS

SUISSE... Fr. 5.—

ÉTRANGER... 8.—

Le numéro... 0.25

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier. À partir de juillet, il est  
délivré des abonnements de 6 mois (3 fr.) valables pour le semestre de  
l'année en cours.

## ANNONCES

La ligne ou son espace :

40 centimes

Réductions p. annonces répétées

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier. À partir de juillet, il est  
délivré des abonnements de 6 mois (3 fr.) valables pour le semestre de  
l'année en cours.

La paix viendra aussi certainement  
que le soleil continuera à se lever de-  
main, mais personne ne peut dire au-  
jourd'hui quand, comment, par quel  
pays, par quel grand homme d'Etat  
elle viendra. Peut-être sera-ce par les  
femmes ? N'est-ce pas Maud Royden  
qui a dit : « Ne prêchons plus la patience  
aux femmes, l'outil que nous devons  
prendre en main, c'est l'impatience. »

Conduites par l'impatience, allez,  
mes sœurs, à Genève, et sachez exiger.

Carrie CHAPMAN CATT.

## La Conférence du Désarmement

Genève, 2 février 1932.

Dans la fin d'après-midi rougeoyante de  
cette claire journée d'hiver, les cloches, toutes  
les cloches de la ville, et surtout la voix pro-  
fonde de la Clémence, ont rappelé au passant  
hâlé et frileux l'heure grave qui sonnait. Et  
devant une salle bondée d'auditeurs debout,  
encadrant les délégués, sous l'éclair électrique  
des photographes et des cinémas, la Confé-  
rence, la fameuse Conférence du Désarme-  
ment s'est ouverte.

Elle s'est ouverte, quoiqu'on ait annoncé, et  
combien de fois depuis des mois, et hier en-  
core, son ajournement. Elle s'est ouverte,  
malgré les défaitistes et les sceptiques, malgré  
les adversaires qui ne sont que ceux auxquels  
profitent les œuvres de guerre. Elle s'est ou-  
verte à une heure tragique, certes, et alors que  
là-bas en Extrême-Orient crépitaient les mitrail-  
leuses et éclataient les bombes ; et il était d'une  
singulière ironie pour celle qui écrit ces lignes  
de se trouver par le remous de la foule en  
plein milieu de journalistes orientaux, japo-  
nais ou chinois... Elle s'est ouverte, elle a  
lieu.

Et il faut qu'elle ait lieu, si sombres que  
soient les auspices, et si chargé que soit l'hor-  
rizon. Car nous ne pouvons partager le point  
de vue de ceux qui disent que, parce que l'on  
se bat, la Conférence du Désarmement a  
perdu toute sa raison d'être : c'est en temps  
de fièvre et non pas de santé que le malade  
a besoin du médecin. Ce qui se passe en Ex-  
trême-Orient montre, prouve la nécessité de  
renforcer l'armature de la paix créée il y a  
douce ans bientôt, et si tragiquement mise à  
l'épreuve maintenant, et c'est justement parce  
qu'elle se révèle insuffisante, ou que les hom-

mes chargés de veiller à son maintien faiblis-  
sent et s'arrêtent en chemin, qu'il faut, et  
d'autant plus, œuvrer activement pour la paix.  
Or la paix, qui n'en est persuadé actuelle-  
ment ? la paix viendra par le désarmement.  
Limitation, progression, étapes graduées, nous  
sommes d'accord, pour tenir compte de la  
psychose des peuples, mais désarmement  
comme but essentiel, comme facteur primor-  
dial de la paix.

Et c'est pourquoi nous voudrions demander  
aujourd'hui à toutes nos lectrices, et dans ce  
numéro spécialement consacré à la Confé-  
rence, de nous aider de leur concours dans  
cette œuvre de foi. De foi dans un succès  
final, qui sera loin sans doute d'être aussi  
complet que celui que nous souhaitons, mais  
auquel nous pouvons contribuer chacune de  
nous pour notre part, car chacune, nous som-  
mes une parcelle de cette opinion publique  
qui ignore trop souvent sa force, mais dont  
les sursauts d'indignation et les élans d'espé-  
rance pourraient être invincibles si nous le  
voulions. Si chacune de nous veut lutter con-  
tre le scepticisme desséchant, contre la crédu-  
lité dangereuse, veut se persuader que quoi  
que ce soit qui soit obtenu, que le fait seul  
que la Conférence se soit réunie, constitue un  
progrès sur l'état de choses précédent, si  
chacune de nous réalise ainsi se part de res-  
ponsabilités dans l'heure très grave que vit  
notre civilisation, et si chacune de nous fait  
ainsi tout simplement son devoir... le monde  
ne sera pas transformé, mais ce point fixe,  
solide, lumineux, dont parlait le poète, et au-  
tour duquel pouvait se cristalliser l'univers,  
nous aurons travaillé à le constituer.

E. Gd.



Bertha von SUTTNER  
l'auteur de « Bas les Armes »  
à qui va notre pensée en ces  
journées

(Voir article page 10)

Cliché Conseil International des Femmes.

Lire en 2<sup>me</sup> page :

J. GUEYBAUD : La collaboration des femmes à  
l'organisation de la paix.  
Mémoire du Comité des organisations féminines  
internationales pour le Désarmement.

En 3<sup>me</sup> et 4<sup>me</sup> pages :

Les femmes déléguées à la Conférence du  
Désarmement.

E. Gd : Nos prud'femmes genevoises. (Liste des  
femmes élues aux élections du 30 janvier  
1932.)

Congrès International des Femmes méditerra-  
néennes. — Nouvelles des Sociétés.

## En feuilleton :

Jeanne VUILLIOMENET : Une femme précurseur  
de l'idée du désarmement : Bertha von Sutt-  
ner.  
Autour de la Conférence.

## La Manifestation féminine pour la remise solennelle des pétitions à la Conférence

Quand ces lignes paraîtront, cette manifes-  
tation, d'abord envisagée pour le 11 février,  
puis brusquement décidée par M. Henderson  
lui-même pour le samedi 6 février, sera sur  
le point d'avoir lieu. Il ne sert donc plus à  
rien d'en donner le programme, alors qu'il  
nous est d'autre part impossible d'en publier  
le compte-rendu. Nous n'y pouvons rien.

Disons cependant que, vu d'une part l'im-  
possibilité d'organiser un cortège, d'autre  
part le temps froid qui forcerait à abrégé  
une cérémonie en plein air, les organisat-  
rices se sont arrêtées au projet suivant :  
les pétitions partiront du Palais Eynard pour  
être déposées au Bâtiment Electoral, siège  
des assemblées plénières de la Conférence.  
Pendant qu'entreront avec elles les déléga-  
tions féminines chargées de les remettre  
solennellement au Président, toutes celles qui  
les auront accompagnées à travers les Bas-  
tions sont convoquées à la Salle de la  
Réformation, qui doit être pleine à craquer  
de femmes et de jeunes filles, car c'est là  
qu'aura lieu la véritable manifestation fémi-

nine en faveur de la paix. C'est là aussi que  
viendront en toute hâte les délégations fémi-  
nines, si tôt les pétitions remises à la Confé-  
rence, faire tout chaud le récit de cette céré-  
monie. C'est là que seront prononcés les  
grands discours, encadrés de chœurs d'en-  
fants, et c'est là qu'on sentira battre, dur-  
ant ces quelques heures, le pouls du monde  
féminin pour la paix. Deux mille femmes  
en tout cas peuvent trouver place à la  
Salle, si populaire et si connue à Genève, de  
la Réformation, mais deux mille femmes qui  
en représenteront des milliers, des millions  
d'autres, et dont les pensées, comme un fluide  
magnétique, viendront, de tous les coins du  
monde, soutenir leur volonté de paix.

Nous regrettons beaucoup de nous être  
trouvées, du fait de la date de notre par-  
ution, dans l'impossibilité de faire auprès de  
nos lectrices et par leur intermédiaire, toute  
la propagande possible pour cette manifesta-  
tion si importante. Notre consolation est de  
penser que tout, presse quotidienne, télégra-  
phe, téléphone, Radio, a été mis en œuvre  
pour les atteindre, et nous aimons à croire  
que nombreuses seront celles qui, lorsque ces  
lignes leur tomberont sous les yeux, seront  
déjà toutes prêtes, chapeau sur la tête, pour  
aller se joindre à la foule féminine sur la-  
quelle nous comptons samedi prochain.

## Désarmement et Sécurité

(Suite et fin.)<sup>1</sup>

C'est ici, en effet, le point central du débat.  
La sécurité n'est pas, comme on le croit trop  
souvent, une affaire d'organisation matérielle.  
C'est une question d'ordre psychologique. Même  
dans les Etats les mieux organisés et les mieux  
policiés, les citoyens ne sont pas en sécurité. Ils  
sont à la merci d'un automobiliste maladroit,  
d'une tuile qui tombe d'un toit, d'un apache au  
coin d'une rue, d'un fou échappé. Cependant,

<sup>1</sup> Voir le précédent numéro du Mouvement.

nous nous croyons en sécurité, et par cela seul  
nous y sommes, nous circulons sans terre et  
sans armes. Si nous apercevions à chaque coin  
de rue un agent de police aux aguets, nous au-  
rions au contraire une peur affreuse d'un dan-  
ger inconnu, et bientôt n'oserions plus sortir. Il  
en est de même pour les peuples. Le seul moyen  
de leur ôter la peur, génératrice de toutes les  
folies, c'est de leur persuader qu'ils sont en sé-  
curité. Le premier geste à faire pour cela est  
de commencer le désarmement. Ce sera le geste  
libérateur et significatif. Les peuples ne croiront  
plus qu'à ce geste-là. On leur a donné le Pacte  
de la Société des Nations, les multiples déclara-  
tions de l'Assemblée et du Conseil, les accords  
de Locarno, le Pacte Briand-Kellogg et la mise  
de la guerre hors la loi ; ils ont l'acte général  
d'arbitrage, les commissions de conciliation, l'im-  
mense réseau des traités bilatéraux, les expé-  
riences du Conseil, qui a non seulement réglé des  
conflits dangereux, mais arrêté des agressions  
commencées. Néanmoins on entend répéter conti-  
nuellement que les traités sont des « chiffons  
de papier » et les réussites pacifiques d'heureux  
hasards. Ce serait à désespérer. Le seul moyen  
d'établir la sécurité dans les esprits, c'est de la  
part des gouvernements de démontrer la dimi-  
nution de leurs craintes en commençant à désar-  
mer.

D'ailleurs, je suis loin d'être pessimiste. La  
limitation des armements est une des choses qui  
viennent avec la certitude de la nécessité. Je me  
souviens encore d'une époque pas très lointaine,  
celle des conférences de La Haye en 1899 et en  
1907, où l'on parla pour la première fois de  
limiter les armements. En 1899, la méfiance était  
telle à l'égard des ouvertures du tsar Nicolas II  
que le comte Mouraviev dut ajouter à sa pre-  
mière circulaire sur les moyens d'organiser la  
paix, l'arbitrage, ce qui était bien naturel, et la  
réglementation des loix de la guerre, ce qui pou-  
vait paraître paradoxal.

En 1907, l'affaire fut plus chaude. L'Allema-  
gne imbuë de l'idée de souveraineté, folle d'orgueil  
et poussée déjà par les militaristes, déclara se  
refuser à toute négociation de ce genre, et mena-  
ça la Conférence d'un éclat dangereux. Il fallut  
déléguer le professeur de Martens de capitale  
en capitale pour préparer au projet de désarmement  
un enterrement de première classe. Les obsèques  
furent d'ailleurs somptueuses. Enfin, en 1911 lorsque  
le gouvernement anglais, désireux d'éviter un conflit  
qui s'annonçait déjà, envoya Lord Haldane à Berlin pour  
tenter une limitation des armements navals, on lui répondit

que l'avenir de l'Allemagne était sur l'eau. Scapa  
Flow ne signifie pourtant pas que cet avenir soit  
aujourd'hui définitivement submergé. L'armée de  
Guillaume II était soi-disant invincible, comme la  
grande armée de Napoléon. Elle a eu le même  
sort. Toutes les armées auront le même sort.  
Mais il est démontré aujourd'hui que la guerre  
sera désormais aussi désastreuse pour les vainqueurs  
que pour les vaincus. C'est pourquoi  
les gens convaincus, c'est-à-dire les gouverne-  
ments, ont déclaré que puisqu'elle ne pouvait plus  
servir à rien, il était préférable de la reléguer  
au magasin des accessoires. Et ils ont écrit l'ar-  
ticle 8 du Pacte de la Société des Nations, en  
vertu duquel ils reconnaissent que le maintien  
de la paix exige la réduction des armements  
nationaux au minimum compatible avec la sécu-  
rité nationale et l'exécution des sanctions.

S'il en est ainsi, si cette limitation ou ce  
désarmement sont nécessaires au maintien de la  
paix qui est le but de toute société humaine, le  
désarmement est devenu un devoir juridique. Ce  
n'est pas une affaire de « souveraineté ». Le  
Conseil doit le réaliser. Nul Etat ne peut s'y  
dérober sans manquer à ses obligations et saper  
les fondements des traités mêmes qu'il prétend  
défendre.

Quelle serait d'ailleurs la conséquence de ce  
manquement des gouvernements aux obligations  
des traités ? Ce serait le réarmement fatal, pro-  
chain, imminent, de ceux des Etats qui ont déjà  
désarmé par les traités de paix. Nul ne saurait  
l'empêcher, car moralement et même juridique-  
ment ces Etats auraient des arguments extrême-  
ment forts à faire valoir pour reprendre leur  
liberté.

Le préambule de la partie V du traité de Ver-  
sailles qui prévoit la délimitation de l'Allema-  
gne, spécifie en propres termes que l'Allema-  
gne accepte ses obligations en vue de rendre  
possible la préparation d'une limitation géné-  
rale des armements de toutes les nations. Or, s'il  
est un principe juridique bien établi, c'est qu'une  
situation juridique ou un ensemble d'obligations  
n'a de valeur et ne peut durer que pour autant  
qu'il corresponde au but en vue duquel il a été  
établi. Le jour où ce but disparaîtrait, le jour  
où il serait démontré que les autres Etats ne  
veulent pas du désarmement ou ne peuvent pas  
le réaliser, l'Allemagne serait fondée à réarmer  
et n'hésiterait pas à le faire. Alors, de deux  
choses l'une, ou bien on la laissera faire, et la  
course aux armements recommencera, avec com-  
me aboutissement la guerre ; ou bien on essaiera  
de l'en empêcher par la force, c'est-à-dire par